

UN “POGNON DE DINGUE” !?



La section FSU de l'université de Nantes
vous souhaite quand même une bonne rentrée

Une mise en œuvre zélée des politiques d'austérité

LA SURCHARGE DE TRAVAIL POUR TOUS LES PERSONNELS, les BIATSS comme les enseignant·es et les enseignant·es-chercheur·es, ne cesse de croître. Les chiffres (*ci-contre*) sont éloquentes. Dans ces conditions, de quel temps disposons-nous pour la recherche ? Pour les BIATSS, les réorganisations successives ont littéralement fait exploser la précarité, qui tend à devenir la norme, à laquelle se joint le sort des agent·es des services externalisés. Cette dégradation de nos conditions de travail est aussi celle des conditions d'étude pour les étudiant·es, et par conséquent de la qualité du service public.

Des sanctions disciplinaires politiques et inacceptables

EN S'OBSTINANT À MAINTENIR DES EXAMENS dans des conditions tendues pour les étudiant·es et les personnels, en refusant d'écouter les alertes des organisations syndicales, c'est le Président de l'université qui porte la responsabilité de la crispation des relations et du fait que des personnels ont été mis en difficulté. C'est ainsi que deux de nos collègues ont été sanctionné·es par la commission de discipline de l'université opportunément amputée de ses élu·es syndicaux. *En vérité, c'est leur participation à la mobilisation contre la loi ORE qui a été sanctionnée.* Cette condamnation est d'autant plus inacceptable que la décision était convenue d'avance : au mépris de la présomption d'innocence et avant toute enquête, le Président de l'université les avait désigné·es comme de prétendus “coupables” aux médias locaux.

La NUN : une aventure et une confiscation

CES DIFFICULTÉS SONT AUSSI LE RÉSULTAT DES CHOIX POLITIQUES de l'équipe présidentielle qui prétend que “l'ancien monde” de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ESR) serait périmé et qu'il faut demander la NUN (la *Nouvelle université de Nantes*). Mais au-delà de la communication (et de l'argent) inutiles, la face cachée de la NUN, c'est une ignorance délibérée de la voix des personnels. Consulté·es par l'ensemble des organisations syndicales, elles et ils ont manifesté un *franc rejet d'un projet aventureux*, dont la première conséquence est la *confiscation du pouvoir* par quelques-uns enfermés dans leur holding opaque. C'est en particulier la mise sous tutelle *de fait* d'une partie de l'université, l'ensemble Sciences et Technologies, par l'École Centrale qui, intégrée, deviendra *une université dans l'université*. Les élu·es du CHSCT d'établissement, dans le cadre d'une intersyndicale réunissant toutes les organisations, ont enfin obtenu que soit menée une expertise sur la NUN : la FSU appelle les agent·es à s'en saisir pour dire la réalité de leurs conditions de travail et de leur dégradation. Ces réalités doivent être au cœur de cette réorganisation qui pour l'instant les ignore.

Deux chiffres

En 2016, à l'université de Nantes, **237 782 heures “complémentaires”** pour les enseignant·es-chercheur·es. soit l'équivalent de **1 238 postes de titulaires**. Pour les personnels BIATS la précarité se développe avec 42 % de précaires (**800 contractuels pour 1 100 titulaires**).

Une “justice” singulière

En proférant publiquement, et avant toute enquête, des accusations qui ne seront même pas reprises dans les dépositions, ni dans le jugement, le Président de l'université est sorti de ses fonctions et de l'impartialité que l'on attend de lui. Il a dressé les personnels les uns contre les autres, une attitude indigne des responsabilités qu'il prétend assumer.

Dans le pays, pour la défense des services publics et des conditions de vie

Contre la sélection à l'Université

PARCOURSUP S'EST DÉVOILÉ comme une vaste supercherie et comme une machine de tri social, concourant à écarter les étudiants de milieux populaires. Lancé à grand renfort de communication, ce dispositif a *de facto* construit une orientation *subie* pour de nombreux bachelier·es, contraint·es de prendre ce qui “restait”. En vérité ce dispositif alimente ce qu'il prétendait précisément combattre : *l'échec*. Quant aux promesses du ministère de financer des places supplémentaires là où il y a le plus de demandes et de financer assez de places pour que chaque lycéen·ne puisse avoir une proposition “*au plus près de ce qu'il souhaite*”, la réalité est cruelle : le gouvernement n'a créé ni les places ni les postes nécessaires !

Les régressions de l'arrêté licence

REMISE EN CAUSE du cadre national des diplômes par d'innombrables assouplissements et autres “expérimentations” laissées à la discrétion des directions d'établissements, remise en cause de la liberté pédagogique des enseignant·es-chercheur·es, fin de la compensation entre UE, et possible suppression de la seconde session. Des avancées assurément ! Mais c'est aussi *l'assouplissement* du minimum horaire de 1 500 heures de cours en présentiel par un usage détourné du numérique, pour *ne pas investir* dans l'ESR. Sous couvert de modernisation c'est l'idée même d'université qui est démantelée. Il ne



s'agit plus d'enseigner ou de former mais de simplement certifier. C'est la généralisation de la concurrence entre les établissements, la transformation de l'enseignement supérieur en un pur marché livré aux appétits financiers et la fin d'un service public régi par l'égalité de traitement.

Un budget de casse du service public

SOUS COUVERT DE MODERNISATION le gouvernement poursuit une politique de démantèlement du service public : le budget 2019 prévoit notamment une baisse des dépenses publiques avec 4 500 suppressions de postes. Au-delà, le projet gouvernemental CAP 22 avance un complet remodelage du service public dans le sens négatif d'un moindre *service au public*. La FSU exige que les milliards d'euros de cadeaux sous la forme de *Crédit impôt recherche* qui enrichissent d'abord les entreprises et les plus riches d'entre les plus riches, soient réaffectés au service public de l'ESR.

Défendre le système de retraite par solidarité

LE POUVOIR D'ACHAT DES RETRAITÉS comme des actifs ne cesse de reculer et le gouvernement prépare une nouvelle réforme des retraites qui veut mettre fin au système solidaire de retraite, au salaire différé que constituent les pensions et va dégrader le pouvoir d'achat et les conditions de vie de toutes et tous (privé comme fonction publique, actuel·les et futur·es retraité·es).

La FSU appelle les personnels à se réunir en assemblées générales, à se mettre en grève et à manifester aux côtés des autres salarié·es et agent·es de la Fonction publique dans le cadre d'une action nationale, interprofessionnelle et intersyndicale le mardi 9 octobre 2018, contre la politique anti-sociale du gouvernement et la casse de nos droits collectifs

La FSU syndique les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche, quel que soit leur métier ou leur statut. Vous pouvez nous contacter en écrivant à fsu@univ-nantes.fr ou bien, pour le Snesup-FSU, à marie.david@univ-nantes.fr ; taklit.sami@univ-nantes.fr et pour le Snasub-FSU à marie-helene.baron@univ-nantes.fr ; caroline.baudry@univ-nantes.fr